

**Nations unies - Bilan mensuel des
travaux du conseil - Intervention du
représentant permanent adjoint de
la France auprès des Nations unies -
conseil de sécurité**

(New York, 28 février 2017)

Monsieur le Président, Cher Volodymyr,

Sous votre impulsion, le mois de février au conseil de sécurité aura été marqué par une activité très riche sur l'ensemble des sujets à l'ordre du jour, de l'Afrique au Moyen-Orient en passant par l'Europe. Plus tristement, ce mois aura aussi été tragiquement marqué par la disparition brutale du représentant permanent de Russie, Vitaly Tchourkine, à qui nous rendons une nouvelle fois hommage.

1/. J'aimerais dans un premier temps revenir sur les sessions que nous avons tenues sur les crises en Afrique.

Les consultations du 3 février avec le secrétaire général de retour du Sommet de l'Union africaine à Addis Abeba ont été un des temps forts de ce mois. Elles ont été l'occasion d'un échange informel et approfondi avec le secrétaire général qui a témoigné de sa volonté de faire du renforcement de la relation avec l'Union africaine une priorité. Nous partageons ce souhait de toujours mieux travailler avec l'Union africaine et sommes attachés à poursuivre cet effort, à la fois avec les propositions qui seront remises sur la base de la résolution 2320, mais aussi dans la perspective des consultations conjointes à venir entre le conseil de sécurité et le conseil paix et sécurité de l'UA.

Plusieurs situations pays ont également retenu l'attention du conseil au cours de ce mois :

En particulier, lors de la séance du 8 février sur la Côte d'Ivoire, la représentante spéciale du secrétaire général et le ministre des affaires étrangères ivoirien ont confirmé que le pays continuait de consolider son ancrage dans la paix et de la stabilité, et continuait de progresser dans les domaines liés à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale. Dans ce contexte, le transfert des responsabilités de l'ONUCI vers les autorités ivoiriennes se poursuit conformément au plan de retrait de la mission. Cette session du conseil de sécurité a également rappelé les défis qui persistent. Comme l'ont illustré les incidents qui ont eu lieu en janvier et février au sein des forces armées, davantage d'efforts sont indispensables pour faire avancer la réforme du secteur de la sécurité. L'engagement du président Ouattara est particulièrement encourageant. Dans ce domaine comme dans d'autres, l'équipe-pays des Nations unies continuera de soutenir les efforts des autorités sur la voie de la stabilité et du développement. Nous espérons que la communauté internationale apportera son soutien financier au plan de transition présenté à l'automne dernier.

S'agissant de la République centrafricaine, nous devons rester vigilants. Le président Touadéra et son gouvernement, avec l'appui de la MINUSCA et d'autres partenaires, poursuivent leur action de stabilisation et de réconciliation. Mais ils ont face à eux des groupes armés qui refusent de participer de bonne foi au dialogue et à la réforme, et qui poursuivent des activités criminelles. C'est inacceptable, au moment où la RCA a une chance historique d'évoluer vers une stabilité de long terme. Nous nous félicitons que dans ce contexte la MINUSCA affirme sa posture et établisse sa crédibilité : les groupes armés doivent comprendre que poursuivre des activités criminelles au détriment de la construction de l'État et aux prix de souffrances imposées aux populations civiles ne les mènera nulle part.

En République démocratique du Congo, le conseil s'est réuni la semaine dernière à notre initiative pour évoquer la situation dans le Kasai et le manque d'avancée dans la mise en oeuvre de l'accord politique du 31 décembre. Témoinant de notre inquiétude partagée, les membres du conseil de sécurité ont adopté une déclaration à la presse qui demande au gouvernement congolais de mener immédiatement une enquête crédible et impartiale et de traduire en justice les responsables des violences. La déclaration appelle également les parties congolaises à appliquer sans plus de délais l'accord du 31 décembre, en particulier en procédant à la nomination du Premier ministre. Deux mois après la signature de l'accord, il est plus que jamais nécessaire de maintenir la bonne volonté politique qui avait permis cet accord si l'on veut éviter une plus grande insécurité en RDC. Cette déclaration rapporte également de la volonté du conseil de sécurité de suivre de près l'évolution de la situation en RDC, et à agir contre les acteurs congolais dont les déclarations ou la conduite nuiraient à la bonne application de l'accord et à l'organisation des élections.

2/. À l'initiative de la présidence, l'activité du conseil aura également été marquée par plusieurs dossiers européens, à commencer par le débat ministériel sur les conflits en Europe, mais aussi le briefing annuel de la présidence en exercice de l'OSCE présenté par le ministre autrichien des affaires étrangères et hier encore le briefing sur la situation au Kosovo.

La France est très engagée en faveur d'une résolution de la crise ukrainienne, qui passe par le rétablissement du contrôle de l'Ukraine sur l'ensemble de ses frontières internationalement reconnues, y compris en Crimée. La France reste déterminée, en lien avec nos partenaires allemands, à poursuivre ses efforts au sein du format Normandie. Chaque résultat obtenu sur le terrain compte et il n'existe aujourd'hui pas à nos yeux de solution alternative pour accompagner la mise en oeuvre des accords de Minsk, qui constituent le seul moyen d'avancer vers une résolution pacifique du conflit. Nous sommes également convaincus du rôle central de la mission spéciale de l'OSCE sur le terrain, et de la nécessité de lui permettre d'exercer son mandat sans entraves. La reprise des combats intervenue ces derniers jours et les incidents ayant visé les observateurs doivent nous conduire à renforcer notre mobilisation sur ce dossier, que le conseil doit continuer à suivre de près.

3/. Enfin, je souhaiterais revenir sur quelques dossiers du Moyen-Orient qui continuent de nous préoccuper au plus haut point.

Sur la Libye, les consultations du conseil du 8 février ont permis d'exprimer une forte convergence de vues entre les membres du conseil sur l'appui aux efforts du Premier ministre

Fayez Sarraj pour rendre les institutions établies par l'accord de Skhirat plus efficaces et plus représentatives, sur l'engagement accru positif des pays voisins, et sur le plein soutien à la médiation des Nations unies qui reste centrale. Nous espérons que cette dynamique constructive se poursuivra en appui à une solution politique pleinement inclusive, et nous nous réjouissons que le secrétaire général des Nations unies et ce conseil soient pleinement mobilisés pour cela. La France ne ménagera pas ses efforts en ce sens.

S'agissant du processus de paix au Proche-Orient, la solution des deux États n'a jamais été aussi menacée. Les dernières annonces du gouvernement israélien concernant la politique de colonisation, représentant la construction de plus de 6.000 nouvelles unités de logements, ainsi que l'adoption par la Knesset d'une loi régularisant rétroactivement les avant-postes sis sur des terres privées palestiniennes, suscitent une vive préoccupation. La France souhaite que le rapport du secrétaire général sur la mise en oeuvre de la résolution 2334 permette d'évaluer les conséquences de ces annonces pour la continuité et l'accessibilité des territoires palestiniens.

Enfin, sur la Syrie, après une accalmie de quelques semaines à la suite de la signature de l'accord russo-turc sur la trêve, la situation sur le terrain s'est à nouveau dégradée. Le régime et les milices qui l'appuient ont de nouveau bombardé des structures civiles, y compris des hôpitaux, dans de nombreuses localités de Syrie. Les attaques terroristes se poursuivent également, notamment à Homs il y a trois jours. Plus de 1.000 personnes seraient ainsi décédées depuis le 29 décembre. Nous attendons donc que le mécanisme de surveillance, dont le fonctionnement a été déterminé à Astana, permette d'imposer le plein respect du cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire, ainsi que l'accès complet et sans entrave de l'aide humanitaire, particulièrement dans les 13 zones encore assiégées par le régime.

C'est dans ce contexte inquiétant que les négociations inter-syriennes ont repris à Genève sous l'égide des Nations unies, avec les représentants du régime et de l'opposition. Nous espérons que le régime syrien acceptera enfin d'engager des discussions de bonne foi sur les paramètres de la nécessaire transition politique, conformément à la résolution 2254 du conseil de sécurité.

Un autre sujet de préoccupation majeur sur la Syrie est qu'elle continue d'être le théâtre de l'emploi répété d'armes chimiques contre les populations civiles. Pour y mettre fin, la France et le Royaume-Uni, avec les États-Unis, se sont efforcés au cours des derniers mois de rassembler le conseil autour d'une réponse à ces crimes en élaborant un projet de résolution sur lequel le conseil se prononcera tout à l'heure. Nous espérons que les membres du conseil, comme ils s'y étaient engagés par la résolution 2118, prendront leurs responsabilités et sanctionneront les auteurs de ces violations criminelles de l'interdiction universelle de l'emploi des armes chimiques.

Permettez-moi de conclure en félicitant la présidence ukrainienne pour le professionnalisme avec lequel elle a conduit les travaux du conseil pendant ce mois. Je voudrais aussi relever les efforts continus des présidences successives du conseil pour améliorer les méthodes de travail du conseil de sécurité, à la fois en termes d'efficacité mais aussi de transparence. À cet égard, nous nous félicitons des nombreux éléments à la presse qui ont pu être agréés et qui permettent à tous de mieux connaître les délibérations des membres du conseil lors des consultations privées. Nous savons pouvoir compter sur la présidence britannique à venir pour poursuivre sur cette lancée et faire de notre conseil l'instrument le plus efficace possible au service du maintien de la paix et de la stabilité./.

Je vous remercie./.